ne pouvais guère espérer) de vous écrire que je suis bien, ainsi que les autres ôtages qui se trouvent avec moi. Je suis très-surpris d'apprendre que le Congrès, au lieu de nous racheter suivant le cartel, a non seulement refusé de le faire, mais encore a demandé que le capitaine Forster lui fût livré pour répondre de sa conduite dans ce qu'ils se plaisent d'appeler le massacre des Cèdres. J'aurais voulu me flatter que le Congrès n'aurait jamais pensé à un procédé aussi étrange, si on ne lui avait pas faussement représenté les faits. Ne croyez pas que je sois sous la contrainte quand je dis (et je prends à témoin Dieu, souverain juge de la verité) que pas un homme n'aurait fait preuve de plus d'humanité que le Capitaine Forster, lors de la reddition du parti auquel j'appartenais, et quiconque dirait le contraire, quels que soit le rang et la position qu'il occupe, est un ennemi de la paix et un perturbateur odieux du genre humain. Je ne saurais concevoir quelles raisons on peut apporter pour ne pas nous racheter. Si l'on a été faussement informé que l'affaire des Cèdres a été un massacre, pourquoi ne remplit-on pas les conditions du cartel plutôt que de laisser les ôtages entre les mains d'un ennemi impitoyable ? pourquoi n'a-t-on d'attentions pour ses troupes, que lorsque le ciel les rend victorieuses? Quand même nous scrions, comme on veut l'insinuer, entre les mains d'un pouvoir rigoureux. ne pouvait-il pas, avec toutes les apparences de la justice, après une violation aussi flagrante de la foi jurée, nous charger de chaines, nous jeter dans quelque horrible cachot, nous avertissant que nous resterions là à languir le reste de nos jours, condamués par nos propres concitovens.

"Si l'on dit qu'il y a des motifs secrets de politique, je trouve qu'ils doivent être très cachés, car on chercherait en vain à les deviner. (Regarderait-on comme de bonne politique d'affaiblir les troupes de Sa Majesté en détenant un si grand nombre de soldats? Ce ne serait plus alors une violation de parole qui deviendrait pour vous une menace. Considérez, en effet, le nombre des prisonniers